



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 25 mars 2016

GUILLON Arthur. *Coopérations militaires et transferts d'armes de l'Inde et du Pakistan*, Note d'Analyse du GRIP, 25 mars 2015, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/1969>



NOTE D'ANALYSE

Coopérations militaires et transferts d'armes de l'Inde et du Pakistan

Par Arthur Guillon

25 mars 2016

Résumé

En observant le volume, la nature et la provenance des importations de l'Inde et du Pakistan sur ces dix dernières années, des évolutions importantes peuvent être constatées : la Russie, fournisseur traditionnel de New Delhi, se rapproche lentement du Pakistan, qui lui, poursuit son étroite collaboration avec la Chine. Certains accords jettent même les bases d'une coopération trilatérale entre Moscou, Islamabad et Pékin. Dans le même temps, Washington, très présent sur le marché de l'armement pakistanais depuis le début des années 1980, semble progressivement s'en éloigner pour se focaliser davantage sur le marché indien. Cette Note d'Analyse revient sur ces dernières évolutions et aborde les répercussions potentielles que ces alliances pourraient avoir sur la stabilité régionale.

Abstract

Military cooperation and arms transfers from India and Pakistan

Looking at the volume, the nature and the origins of imports from India and Pakistan over the last ten years reveals significant developments: Russia, traditional supplier of New Delhi, is slowly approaching Pakistan, which itself continues to work closely with China. Some agreements even throw the foundations for trilateral cooperation between Moscow, Beijing and Islamabad. At the same time, Washington, very present on the market of the Pakistani weapons since the early 1980s, seems to gradually move away and focus more on the Indian market. This Analysis recalls recent developments and discusses the potential impact that these alliances could have on regional stability.

Introduction

Sur la période 2011-2015, l'Inde est le plus gros importateur d'armes au monde et totalise 14 % des transferts mondiaux. Avec plus de 3 % du total, le Pakistan figure à la 7e place du classement¹. En 2014, les deux pays ne pesaient « que » 3,2 % des dépenses militaires mondiales alors qu'ensemble ils représentent 20 % de la population du globe. Pour l'année 2015-2016, les dépenses militaires de l'Inde devraient être cinq fois supérieures à celles du Pakistan, soit 40 milliards USD contre 7,7 milliards USD, pour une population près de sept fois plus importante.

Par ailleurs, les deux pays sont détenteurs de l'arme nucléaire sans qu'aucun ne soit signataire du Traité de non-prolifération² : l'Inde aurait entre 90 et 110 têtes nucléaires et le Pakistan, entre 100 et 120³. Ce constat est d'autant plus inquiétant qu'Islamabad et New Delhi, déchirés par un conflit frontalier qui dure désormais depuis près de 70 ans, continuent d'entretenir des rapports complexes recouvrant des revendications territoriales jamais éteintes.

Symbole de ces revendications, la région du Cachemire fut le théâtre de trois guerres depuis la partition de 1947 et demeure une source de dissension importante. Plus globalement, les deux pays ont en partie construit leur identité nationale sur cette situation d'affrontement, contribuant de la sorte à la militarisation croissante de leur sous-région, l'Asie du Sud⁴. Au long de leur tumultueuse histoire partagée, les tentatives de rapprochement entre les deux pays furent nombreuses. Récemment, le déplacement de Narendra Modi à Lahore pour y rencontrer son homologue Nawaz Sharif⁵ laissait entrevoir une nouvelle volonté de négociation et d'apaisement. Mais ce vent d'optimisme fut de courte durée puisqu'une énième attaque dans l'État du Pendjab (nord de l'Inde), soupçonnée d'avoir été orchestrée par un groupe terroriste pakistanais⁶, venait fragiliser une semaine plus tard cette tentative de rapprochement⁷.

Au-delà de ces tensions historiques, d'autres éléments viennent aujourd'hui s'ajouter pour expliquer la politique d'armement des deux pays et l'évolution de leurs coopérations militaires avec les trois premières puissances militaires mondiales. Les relations stratégiques des deux puissances sud-asiatiques avec les États-Unis, la Chine et la Russie

1. Base de données du SIPRI, [Arms Transfers Database](#).

2. Ce traité constitue la base du régime de non-prolifération nucléaire depuis son entrée en vigueur en 1970 et sa prorogation en 1995. Il vise à réduire le risque que l'arme nucléaire se répande à travers le monde. Son application est garantie par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). À l'heure actuelle, on dénombre 191 États parties au TNP.

3. SIPRI Yearbook 2015 (*Stockholm International Peace Research Institute*, www.sipri.org).

4. Lucie Dejouhanet, « [Inde/Pakistan : un conflit inachevé](#) », *La documentation française*, janvier/février 2016.

5. Rama Lakshmi et Haq Nawaz Khan, « [India's premier creates a stir with surprise stop in Pakistan](#) », *Washington Post*, 25 décembre 2015.

6. Il s'agirait du groupe armé islamiste *Jaish-e-Mohammed*. Pour plus d'information voir : « [Pathankot attack : Pakistan detains Jaish-e-Mohammed chief Masood Azhar, several members](#) », *The Indian Express*, 13 janvier 2016.

7. « [L'attaque de Pathankot menace le fragile dialogue entre les deux pays](#) », *Courrier international*, 2 janvier 2016.

fournissent des clefs pour mieux comprendre les multiples conflits d'influence pesant sur les déséquilibres régionaux et la reprise du dialogue indo-pakistanaï.

Cette Note d'Analyse revient dans un premier temps sur la politique d'armement de l'Inde et du Pakistan, en observe les similitudes et les déséquilibres, et souligne les principales tendances en termes d'alliance stratégique (I). La seconde partie aborde la question des forces à l'œuvre dans l'évolution des coopérations militaires, et l'impact possible sur les relations entre l'Inde et le Pakistan (II).

1. Politiques d'armements et principaux fournisseurs

1.1 Inde

La perspective stratégique de New Delhi, inquiète de la montée en puissance chinoise et largement focalisée sur la question pakistanaï, requiert d'importants efforts d'armement, dans l'optique double de s'assurer une force de dissuasion crédible et de maintenir une supériorité conventionnelle vis-à-vis du Pakistan. C'est sur ce socle que l'Inde développe aujourd'hui de nouvelles capacités, dirigées vers l'océan Indien et au-delà⁸, qui lui permettent de prétendre au statut de grande puissance. Pour atteindre leurs objectifs, les forces armées indiennes ont longtemps reposé sur du matériel soviétique. Cette dépendance est aujourd'hui largement remise en question, par une logique d'ouverture et de diversification des partenariats, ainsi que par une politique d'autonomisation industrielle redynamisée.

L'Inde s'est en effet engagée dans un processus de réduction de sa dépendance vis à vis de ses fournisseurs étrangers d'armement, mettant aujourd'hui l'accent sur les transferts de technologies et le développement de co-entreprise locales (les « offsets ») avec pour objectif l'autonomisation à terme de son industrie de défense. Cette dernière est au cœur de la nouvelle stratégie nationale de développement industriel lancée par le gouvernement indien le 25 septembre 2014: l'initiative *Make in India*⁹.

Alors qu'environ 60 % du matériel de défense indien continue d'être importé, le Premier ministre Narendra Modi viserait dans les cinq prochaines années une diminution de 20 à 25 % des importations, dans l'objectif affiché d'économiser des dizaines de milliards de dollars et de créer des emplois. Pour ce faire, Modi souhaite porter de 40 % actuellement à 70 % d'ici 2020 la production d'équipement militaire sur son propre sol¹⁰. Pour ce faire, en août 2014, moins de trois mois après son arrivée au pouvoir, Modi a porté de 26 % à 49 % la part des investissements directs à l'étranger (IDE) autorisés dans le secteur industriel militaire afin de favoriser le développement de coentreprises¹¹.

8. [Ensuring Secure Seas: Indian Maritime Security Strategy](#). New Delhi: Indian Navy Naval Strategic Publication (NSP), 2015.

9. Initiative lancée par Narendra Modi le 25 septembre 2014 afin d'encourager les multinationales et les entreprises locales à produire et fabriquer en Inde. La production locale dans le domaine de l'armement est au cœur du programme.

10. « [Full text of Modi's speech at Aero India 2015](#) », *The Hindu*, 18 février 2015.

11. Cependant, ces éléments sont à nuancer. Des statistiques publiées par le ministère de la Défense le 22 décembre montrent que les flux d'investissements directs à l'étranger dans le secteur de la Défense entre octobre 2014 et septembre 2015 ont seulement atteint les 80 000 dollars. Ces statistiques montrent également que les IDE dans le secteur de la Défense sont les

Avec le *Make in India*, Narendra Modi vise à promouvoir une base industrielle solide avec l'exportation d'armes comme horizon. La *Defence Research Development Organisation* (DRDO), l'agence gouvernementale responsable du développement de technologies militaires, a ainsi identifié 15 systèmes d'armes qui permettraient à l'Inde de pénétrer le marché international de l'armement¹². Mais pour le moment les exportations d'armements indiennes restent négligeables : entre 2011 et 2014 Delhi n'a récolté que 253 millions de dollars de ses ventes d'armes¹³.

Malgré ses efforts, le pays reste **largement dépendant de ses importations**. Son industrie peine à remplir les cahiers de charge de ses forces armées, et les partenariats étrangers ont davantage intégré des sous-traitants indiens aux chaînes de production globalisées du secteur qu'ils n'ont permis un réel « décollage » de la base industrielle et technologique de défense (BITD) nationale. En cause également les difficultés bureaucratiques et la complexité des régulations, sans parler des enjeux politiques locaux – mobilisant de nombreuses forces aux intérêts divergents, ayant en commun de vouloir profiter des gigantesques contrats d'armements que négocie le gouvernement. **Sur la période 2011-2015**, l'Inde est le plus gros importateur d'armes au monde et totalise 14 % des importations mondiales, loin devant ses deux poursuivants, l'Arabie saoudite et la Chine¹⁴. Les importations indiennes ont en fait augmenté de 89 % entre 2006-2010 et 2011-2015 et sont désormais presque aussi importantes que la somme des importations des trois plus grands importateurs suivants¹⁵. Les principaux systèmes acquis à l'étranger concernent d'abord le domaine aéronaval (73 %), ensuite les missiles (8 %) et les véhicules blindés (8 %)¹⁶.

La **Russie**, fournisseur traditionnel de New Delhi, représente encore 70 % des importations d'armes indiennes **sur la période 2011-2015**¹⁷. L'Inde est le premier client de Moscou et absorbe 39 % de ses exportations¹⁸. Ce statut privilégié de la Russie n'est pas qu'un héritage de l'Histoire ; les matériels russes gardent la cote, pour leur rusticité et leur commodité d'emploi (au sein de forces armées habituées aux pratiques et technologies russes), et la relation bilatérale est valorisée par les deux parties. Les importations indiennes apparaissent en fait en hausse, entre la période 2006-2010 et la période 2011-2015 : elles auraient crû de **74 %**.

plus bas au regard des 50 secteurs ouverts aux IDE en Inde sur cette période. Toujours selon ces mêmes statistiques, le total des IDE dans le secteur de la Défense entre 2011 et septembre 2015 a légèrement dépassé les 5 millions de dollars.

12. Gilles Boquérat, « [Le Make in India et la réforme de l'industrie de défense](#) », FRS, 17 février 2016.

13. Charles Forrester, « [India announces new defence export categories as strategy takes shape](#) », *IHS Jane's*, 18 août 2015.

14. L'Arabie saoudite, deuxième de ce classement, pèse pour 7 % du total et la Chine, qui complète ce podium, enregistre 4,7 % des importations mondiales.

15. Base de données du SIPRI, [Arms Transfers Database](#).

16. Base de données du SIPRI, [Arms Transfers Database](#).

17. En raison de la nature cyclique ou pluriannuelle des marchés de l'armement, une comparaison de ces indicateurs de tendance sur base annuelle est peu pertinente. Afin de lisser les fluctuations annuelles qui peuvent s'avérer importantes, l'appréciation des tendances se fait généralement sur la base de moyennes mobiles quinquennales.

18. Base de données du SIPRI, [Arms Transfers Database](#).

Le matériel militaire livré par la Russie sur la période 2011-2015, concerne principalement des hélicoptères d'attaque, des missiles, des véhicules blindés, des avions de chasse ou encore des frégates¹⁹.

Les 10 principaux fournisseurs de l'Inde, 2006-2015 Indicateur de tendance du SIPRI, TIV

Principaux fournisseurs (% importations) 2006-2015	2006-2010	% importations	2011-2015	% importations	% évolution
Russie (72,5)	8117	76 %	14163	70,4 %	+ 74 %
États-Unis (9,7)	233	0,9 %	2771	13,7 %	+ 1089 %
Israël (4,6)	521	4,9 %	903	4,4 %	+ 73 %
Angleterre (4,3)	620	5,8 %	720	3,5 %	+ 16 %
Ouzbékistan (2)	418	3,9 %	209	4,4 %	- 50 %
France (1,2)	70	0,6 %	313	1,5 %	+ 347 %
Italie (1,1)	21	0,1 %	340	1,6 %	+ 1519 %
Pologne (1)	319	3 %	11	0,05 %	- 96 %
Allemagne (0,9)	149	1,4 %	136	0,6 %	- 8 %
Ukraine (0,7)		0 %	239	1,1 %	

Les **États-Unis** ont quant à eux livrés 14 % des armes indiennes **sur la période 2011-2015**. Delhi est le troisième client de Washington et absorbe 5,9 % de ses exportations²⁰. Pourtant, c'est bien cette relation indo-américaine qui représente l'évolution la plus marquante de ces dernières années : le volume des transferts US vers l'Inde ont été multipliés par 11, soit une **hausse de 1 089 %**, entre les périodes 2006-2010 et 2011-2015. Il s'agit de la plus forte évolution parmi les cinq principaux fournisseurs de l'Inde. Le matériel militaire livré par les États-Unis sur la période 2011-2015 concerne principalement des missiles. Et la tendance se confirme : les commandes effectuées par l'Inde en 2015, gigantesques, concernent des avions et des hélicoptères de transports, des drones et des hélicoptères d'attaque²¹.

Les chiffres du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) témoignent donc d'un rapprochement significatif entre Washington et New Delhi. Pour le ministère de la Défense indien, les États-Unis auraient même dépassé la Russie pour devenir le premier fournisseur d'armes de l'Inde sur la période 2011-2014²². En janvier 2015, les États-Unis et l'Inde ont ainsi décidé de prolonger de dix ans un accord-cadre de défense afin

19. Base de données du SIPRI, [Arms Transfers Database](#).

20. *Ibid.*

21. *Ibid.*

22. Mugdha Variyar, « [For the first time, India buys more arms from US than Russia](#) », *International Business Times*, 13 août 2014.

d'accroître leur collaboration scientifique et technologique dans le domaine militaire²³. D'ailleurs, comme le mentionnait récemment le ministre de la Défense indien, Manohar Parrikar, lors d'un déplacement à Washington en décembre 2015, l'Inde conduit plus d'exercices militaires avec les États-Unis qu'avec n'importe quel autre pays dans le monde²⁴. Lors de ce déplacement Manohar Parrikar et son homologue américain Ashton Carter se sont engagés à identifier des projets nouveaux susceptibles de faire l'objet d'un co-développement ou d'une co-production dans le cadre d'un programme spécial : le *Defense Trade and Technology Initiative* (DTTI)²⁵.

La **Chine** n'a pas livré d'armement à l'Inde sur la période 2011-2015. Mais en dépit des conflits frontaliers qui les opposent et de l'activité accrue de la Chine dans l'océan Indien, les deux pays coopèrent militairement dans la lutte contre le terrorisme²⁶.

Sur la période 2011-2015, l'Inde reste donc dépendante de la Russie, et se tourne dans le même temps vers d'autres partenaires, les États-Unis en tête. Moscou et Washington représentent à eux seuls près de 85 % des importations indiennes. Cependant, les fortes augmentations des importations en provenance d'autres pays montrent une volonté de la part de New Delhi de diversifier ses approvisionnements. Les importations d'Italie ont crû de plus de 1 500 % et le pays est aujourd'hui le plus gros acheteur d'armes israéliennes, collaborant avec Israël autour de systèmes d'armes avancés²⁷, de drones²⁸, et de missile anti-aérien²⁹. Delhi se tourne également vers la France pour répondre aux besoins de l'armée de l'air, à l'image du contrat des 36 Rafale, dont la vente n'est cependant toujours pas conclue³⁰.

1.2 Pakistan

Le Pakistan est le septième plus gros importateur d'armes au monde sur la période 2011-2015 et pèse pour 3,3 % du total. Le SIPRI rapporte une baisse de 13 % des importations du Pakistan entre 2006-2010 et 2011-2015. **Également largement dépendant de ses importations**, le pays a importé quatre fois moins d'armements majeurs que l'Inde, son principal concurrent régional, alors qu'il n'avait importé « que » deux fois moins d'armes sur la période 2006-2010³¹.

23. Jim Garamone, « [India, US renew their 10 year Defence framework agreement](#) », *U.S. Department of Defense*, 4 juin 2015.

24. Shannon Tiezzi, « [US, India boost security ties in Defense minister visit](#) », *The Diplomat*, 12 décembre 2015.

25. Créé en 2012 et visant à renforcer la base industrielle et technologique de défense (BITD) indienne, le DTTI offre à l'Inde la possibilité de produire et de développer des systèmes d'armement en collaboration avec le Pentagone et les fabricants américains. « [US, India boost security ties in Defense minister visit](#) », *The Diplomat*, 12 décembre 2015.

26. Franz-Stefan Gady, « [China and India hold joint military exercise](#) », *The Diplomat*, 12 octobre 2015.

27. Vivek Raghuvanshi, « [Kalyan Group, Rafael strike joint venture](#) », *Defense News*, 20 février 2015.

28. Franz-Stefan Gady, « [India's air force to get 10 killer drones from Israel](#) », *The Diplomat*, 15 septembre 2015; « [Mini-Drones for Indian market: IAI teams up with Indian partner](#) », *The Times of Israel*, 12 février 2015.

29. « [Indo-Israeli Barak-8 missile may win orders worth billions](#) », *The Economic Times*, 30 novembre 2015.

30. David Revault d'Allones, « [Entre l'Inde et la France, le Rafale à vitesse réduite](#) », *Le Monde*, 26 janvier 2016.

31. Base de SIPRI, Arms Transfers Database.

La perspective stratégique pakistanaise diffère substantiellement de celle de son voisin et rival indien, étant arc-boutée sur la dissuasion nucléaire comme « facteur de stabilité » dans leurs relations et largement dépendante de l'assistance de pays extérieurs. L'industrie de défense pakistanaise est bien moins développée – ne comptant aucune entreprise dans le « top 100 » compilé par le SIPRI, tandis que l'Inde y place *Hindustan Aeronautics* (41^e), *Indian Ordnance Factories* (58^e) et *Bharat Electronics* (81^e)³². Islamabad, bien conscient du différentiel de puissance avec Delhi dans le domaine conventionnel, a cherché à acquérir des plateformes et capacités avancées (nucléaires notamment) pour « aplanir » l'équation stratégique régionale, et à ce titre fait appel à différents fournisseurs.

Les 10 principaux fournisseurs du Pakistan, 2006-2015 Indicateur de tendance du SIPRI, TIV

Principaux fournisseurs (% importations) 2006-2015	2006-2010	% importations	2011-2015	% importations	% évolution
Chine (49,5)	2053	37,6 %	2988	63,2 %	+ 45 %
États-Unis (27)	1853	34 %	893	18 %	- 51 %
Suède (3,7)	358	6,5 %	29	0,6 %	- 91 %
France (3,7)	356	6,5 %	24	0,5 %	- 93 %
Ukraine (3,2)	173	3,17 %	156	3,3 %	- 9 %
Italie (2,6)	55	1 %	218	4,6 %	+ 296 %
Russie (2)	68	1,2 %	136	2,8 %	+ 100 %
Suisse (1,5)	156	2,8 %	29	0,6 %	- 81 %
Allemagne (1,4)	147	2,6 %	5	0,1 %	- 96 %
Turquie (1,3)	52	0,9 %	90	1,9 %	+ 73 %

La **Chine** est le premier fournisseur d'armements du Pakistan et représente près de deux tiers des importations d'Islamabad **sur la période 2011-2015** (63 % des importations)³³. Et Islamabad est le premier client de Pékin³⁴. Concernant le volume des transferts de la Chine vers le Pakistan, la moyenne annuelle de la période 2011-2015 est en **hausse de 45 %** par rapport à la moyenne des années 2006-2010. Les deux pays collaborent étroitement dans tous les domaines de la défense.

32. Aude Fleurant, Sam Perlo-Freeman, Pieter D. Wezeman, Siemon T. Wezeman & Noel Kelly, « The SIPRI Top 100 Arms-Producing and Military Services Companies », 2014, [SIPRI Fact Sheet](#), décembre 2015.

33. *Ibid.*

34. Le Pakistan absorbe à lui seul 35 % des exportations chinoises sur la période 2011-2015.

Fait assez symptomatique de l'état des relations bilatérales, et de l'enjeu stratégique que ces dernières représentent pour Islamabad, le général Raheel Sharif, chef de l'armée pakistanaise, s'est rendu en Chine le 25 janvier 2015 alors même que Barack Obama se trouvait en Inde pour une visite de deux jours³⁵.

Les **États-Unis**, deuxième fournisseur du Pakistan derrière la Chine, représentent 18 % des importations pakistanaises d'armements **sur la période 2011-2015**. Cependant, les transferts d'armes américaines vers le Pakistan sont en **baisse de 51 %** entre les périodes 2006-2010 et 2011-2015. La plupart des autres fournisseurs enregistrent également une baisse de leurs exportations sur cette période. C'est le cas de la France, l'Ukraine, la Suisse, l'Allemagne et la Suède. En revanche, d'autres parviennent à les augmenter, à l'image de la Chine, de l'Italie et de la Russie.

La **Russie**, fournisseur historique de l'Inde, a enregistré une **hausse de 100 %** de ses exportations vers le Pakistan entre les deux périodes concernées. Révélateur de ce rapprochement, des rumeurs insistantes font état de négociations entre les deux pays pour la vente potentielle de chasseurs russes Su-35³⁶ (qu'a d'ailleurs achetés la Chine), même si elles ont été en partie démenties³⁷. Le 19 août 2015, un contrat d'acquisition d'hélicoptères Mi-35s était finalisé. L'achat de quatre appareils, au lieu d'une vingtaine initialement prévu, serait dû à l'annulation d'un crédit de 2 milliards de dollars promis par la Russie, dont les finances souffrent d'une conjoncture économique défavorable et des sanctions occidentales. Le ministère de la Défense du Pakistan se réserve toutefois la possibilité d'augmenter sa commande à terme. Les Mi-35s seront probablement destinés à remplacer progressivement les AH-1F *Cobra*, utilisés par les opérations des forces spéciales, notamment dans les zones tribales³⁸.

Les discussions autour du Su-35, le contrat portant sur les hélicoptères Mi-35 ainsi que la forte progression de la Russie dans les importations du Pakistan montrent que sa relation privilégiée avec New Delhi n'empêche pas Moscou de chercher à augmenter ses ventes d'armements avancés à Islamabad³⁹. Cependant, ce rapprochement est à relativiser. Le volume des transferts d'armes de la Russie vers le Pakistan, bien qu'ayant doublé, demeure négligeable au regard des transferts en provenance des États-Unis et de la Chine. Il n'en reste pas moins que Pékin voit plutôt d'un bon œil le rapprochement entre Moscou et Islamabad : elle a ainsi donné son accord à un approvisionnement direct du Pakistan en Russie pour le moteur Klimov RD-93 qui équipe les avions de combat JF-17 *Thunder*⁴⁰ qu'elle a co-développés avec Islamabad⁴¹.

35. Shannon Tiezzi, « [With Obama in India, China hosts Pakistan's army chief](#) », *The Diplomat*, 27 janvier 2015.

36. Farhan Bokhari, « [Pakistani official confirms Su-35 talks](#) », *IHS Jane's*, 18 septembre 2015.

37. Usman Ansari, « [Analysts skeptical over Pakistan-Russia Su-35 negotiations](#) », *Defense news*, 12 septembre 2015.

38. Ali Osman, « [Pakistan's tool of war : Why the Mi-35 hind-E is an excellent choice](#) », *Dawn*, 29 septembre 2015.

39. Moscou a levé son embargo sur les livraisons d'armes au Pakistan en juin 2014. Pour plus d'informations voir : « [Russia ends arms embargo against Pakistan](#) », *The Diplomat*, 4 juin 2014.

40. Usman Ansari, « [Russia-Pakistan deal may lead to more sales](#) », *Defense News*, 16 février 2015.

41. Avions de combat multi-rôles construits depuis 2007 par le complexe aéronautique pakistanaise (CAP) en collaboration avec la *Chengdu Aircraft Industry Group of China*.

1.3 Déséquilibre conventionnel et rééquilibrage nucléaire

Selon le SIPRI, les dépenses militaires indiennes s'élevaient à 50 milliards USD en 2014 et étaient six fois supérieures à celles du Pakistan, qui atteignaient les 7,8 milliards USD. Le montant des investissements que l'Inde consacrera aux prochaines acquisitions de matériel militaire devrait atteindre les 100 milliards USD d'ici à 2022. Reste que si les besoins indiens sont si importants, c'est en grande partie parce que ses matériels sont aujourd'hui obsolètes⁴².

Le déséquilibre entre le Pakistan et l'Inde dans le domaine de la défense conventionnelle est important et continue de se creuser. L'Inde importe 4 fois plus d'armes que son voisin pakistanais et le pays enregistre une croissance de ses importations qui surpasse celle du Pakistan. De plus, les dépenses militaires du géant indien sont au moins cinq fois supérieures à celles du Pakistan. Dans le cadre de leur opposition, cette différence est significative. Mais en tenant compte de leurs réalités démographiques et économiques respectives, il apparaît que cette différence est inévitable : en 2014, l'Inde, pays sept fois plus peuplé que le Pakistan, allouait 2,8 % de son PIB au secteur de la défense contre 3,4 % pour Islamabad, et les dépenses militaires par habitant en Inde étaient inférieures à celles du Pakistan, soit 38,6 USD contre 42,1 USD⁴³. Alors que Delhi conserve une réelle marge, Islamabad est dans une situation d'autant plus délicate que son économie est loin d'être aussi performante que celle de son voisin. L'enjeu pour le Pakistan est de disposer d'une capacité « minimum de dissuasion crédible », tandis que pour l'Inde, si le rôle de la dissuasion nucléaire est d'assurer le statu quo régional, l'essentiel se trouve aujourd'hui dans la performance économique, technologico-industrielle, organisationnelle et opérationnelle, dans l'optique plus large de mobiliser les capacités d'une grande puissance.

Les programmes nucléaires de l'Inde et du Pakistan ont en commun d'être la conséquence directe d'une défaite militaire majeure. Cette origine partagée permet de rendre compte de la même perspective, « défensive », défendue par New Delhi et Islamabad. Du côté indien, le programme nucléaire militaire a été dynamisé par la guerre avec la Chine de 1962, ayant abouti à un constat d'échec patent pour ses forces armées. Avec l'aide des États-Unis et du Canada, New Delhi avait constitué une industrie nucléaire relativement diversifiée et performante : le programme en « trois étapes » du Dr. Homi Bahabha⁴⁴. À partir des essais de 1974 (« *Smiling Buddha* »), l'Inde prouvait qu'elle disposait par ailleurs de capacités nucléaires militaires, utilisant dans le processus de l'uranium enrichi canadien – ce qui a motivé les différents pays fournisseurs de matériel nucléaire à coopérer pour éviter à l'avenir que leurs exportations destinées au secteur civil ne soient détournées vers un programme militaire. Ce furent les essais de 1974 qui menèrent à la création du Groupe des fournisseurs nucléaires (NSG). L'Inde confirma son statut de puissance nucléaire militaire en 1998 par d'autres essais.

42. Walter C. Ladwig, « [Could India's military really crush Pakistan ?](#) », *The National Interest*, 2 juillet 2015.

43. Luc Mampaey et Christophe Stiennon, « [Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2015](#) », *Les Rapports du GRIP*, 2016/2.

44. Homi Sethna, « India's Atomic Energy Programme Past and Future », *IAEA Bulletin*, 21(5), 1979, p. 2-11.

De la même manière, le développement du programme nucléaire militaire pakistanais fut une réponse à la fois à la défaite du pays lors de la 3e guerre indo-pakistanaise de 1971 (qui aboutit à l'indépendance du Bangladesh) et aux essais indiens de 1974. Pour le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, il s'agissait rien moins que d'une question de survie nationale⁴⁵. La route a cependant été semée d'embûches : le programme nucléaire civil pakistanais entamé dans les années 1950 (avec l'aide des américains et des Canadiens également) et qui aurait pu permettre de produire des matériaux fissiles fut une « victime collatérale » des essais indiens de 1974. Les accords conclus avec les français et britanniques furent alors annulés dans le cadre du nouvellement formé NSG. Le Pakistan chercha de l'assistance où il put dans les années qui suivirent, avec Abdul Qadeer Khan à la tête de son programme nucléaire. La Chine fut un partenaire discret, mais pas le seul⁴⁶. Dans les années 1980, Islamabad put ainsi compter sur son rôle pivot dans l'aide américaine aux moudjahidines afghans (face aux Soviétiques) pour obtenir de Washington une assistance financière, technique et militaire. Au final, le Pakistan mena ses propres détonations d'armes nucléaires en 1998, en réaction aux nouveaux essais indiens. Aujourd'hui, le Pakistan est le pays augmentant le plus rapidement son arsenal d'armes nucléaires⁴⁷. Il serait en mesure de se doter de 200 armes nucléaires d'ici 2020⁴⁸.

En somme, pour l'Inde comme pour le Pakistan, disposer d'un arsenal nucléaire est à la fois une fierté nationale mais aussi, plus fondamentalement, un enjeu de survie. De la sorte, les deux pays refusent d'accéder au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)⁴⁹, car ce dernier leur refuse la possibilité d'être acceptés comme États nucléaires légaux au même titre que les « P5 » : États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine. C'est d'ailleurs sur cette base (non-accession au TNP) que fut essentiellement justifiée l'interdiction posée par le NSG au commerce de matériels et technologies nucléaires (civils) avec l'un et l'autre pays. Début juin, le secrétaire aux Affaires étrangères pakistanais, Aizaz Chaudhry, réaffirmait d'ailleurs que son pays ne signerait pas le TNP affirmant qu'il s'agissait « *d'un traité discriminatoire et que le Pakistan a le droit de se défendre* ». Chaudhry affirmait que l'objectif d'Islamabad était de maintenir « *une force de dissuasion minimum crédible, et non pas de mener une course aux armements avec qui que ce soit* »⁵⁰. Une perspective partagée par l'Inde, les deux pays pointant néanmoins l'autre du doigt pour justifier ce même point de vue.

C'est ce statu quo – ou plus exactement le rôle « stabilisateur » du nucléaire⁵¹ – qui est aujourd'hui sous tension, alors que l'Inde et le Pakistan restent engagés « *dans l'expansion de leur stock d'armes nucléaires et le développement de nouveaux systèmes de lancement* »⁵².

45. Bhumitra Chakma, « Road to Chagai: Pakistan's Nuclear Programme, Its Sources and Motivations », *Modern Asian Studies*, 36(4), 2002, p. 871-912.

46 « [Pakistan](#) », *NTI.org*, mars 2016.

47. Hans M. Kristensen & Robert S. Norris, « [Pakistan's Nuclear Forces, 2011](#) », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 67(4), 2011, p. 91-99.

48. Gregory D. Koblentz « [Strategic stability in the second nuclear age](#) », *Council on Foreign Relations*, novembre 2014.

49. Jean-Marie Collin « [Traité de non-prolifération nucléaire](#) », *Les Rapports du GRIP*, 2015/4.

50. Anwar Iqbal, « [Pakistan will not sign NPT, says foreign secretary](#) », *Dawn*, 3 juin 2015.

51. Voir par exemple : Mateen Haider, « ['Nuclear deterrence is a factor of stability in South Asia'](#) », *Dawn*, 24 février 2016.

52. SIPRI Yearbook 2015.

Si ailleurs dans le monde, la tendance est à la réduction des stocks militaires⁵³, l'Asie du Sud est engagée sur une trajectoire toute spécifique, potentiellement déstabilisatrice. Récemment, les instances militaires pakistanaises auraient fait le choix de développer des armes nucléaires tactiques⁵⁴. Ces missiles balistiques mobiles de courte portée (environ 60 km) sont destinés à être déployés non loin de la frontière indienne en contexte de crise. Cette décision pakistanaise serait une réponse à la possibilité d'adopter, côté indien, la doctrine du « *Cold Start* », c'est-à-dire la possibilité pour ses forces d'élite de conduire des opérations « coup de poing » en territoire pakistanais sans attendre une mobilisation complète des forces ni atteindre l'un des seuils fixés par le Pakistan pour des représailles nucléaires.

Or, cette trajectoire spécifique de l'Asie du Sud semble entérinée plus qu'elle n'est contestée par les « P5 ». Depuis 2008, les États-Unis et l'Inde sont liés par un accord sur le nucléaire qui exempte l'Inde des contraintes du NSG et l'intègre dans les circuits mondiaux du commerce nucléaire, « trouant » de la sorte le régime institué par le TNP pour lui substituer une approche plus flexible et surtout plus en phase avec les priorités géopolitiques du moment. C'est d'ailleurs ce modèle qui fut retenu dans le cadre des négociations avec l'Iran. Plus que jamais, le nucléaire est l'objet de marchandages politiques, dont les conséquences sur la gouvernance nucléaire mondiale et la stabilité en Asie du Sud sont au mieux floues, au pire, hasardeuses.

2. Collaborations militaires : menaces et opportunités

2.1 Collaboration sino-pakistanaise : une menace pour l'Inde ?

Les relations sino-pakistanaises existent de longue date et la Chine sera amenée à jouer un rôle croissant au Pakistan, à mesure que l'influence américaine y diminuera. Les liens entre les deux pays trouvent leur origine dans divers intérêts communs dont leur hostilité vis-à-vis de l'Inde ou encore dans le fait que la Chine a permis au Pakistan de développer l'arme nucléaire⁵⁵. Les deux pays partagent une même préoccupation géopolitique à l'égard de l'Inde, mais ils représentent l'un pour l'autre un partenaire utile en matière de sécurité et de développement : dans une large mesure, le Pakistan constitue la « clé » de désenclavement de la province chinoise du Xinjiang, et un point d'appui nécessaire à Pékin pour sa politique en Asie centrale.

Pour le président chinois Xi Jinping, l'ouverture et le développement des canaux commerciaux maritimes (par l'Asie du Sud-est, l'océan indien, la côte orientale de l'Afrique et la méditerranée enfin) et terrestres (reprenant le tracé de l'antique « route de la soie ») est une priorité de politique étrangère. Il a ainsi défendu le concept de « *One belt, one road* » ou « OBOR », associant une « nouvelle route de la soie maritime » et une « ceinture économique » en Asie centrale, et fournissant aux acteurs économiques (publics et privés) chinois un cadre favorable à leur internationalisation. OBOR apparaît en fait comme le pendant diplomatique du projet politique intérieur de « renaissance (réjuvenation) de la nation chinoise », dont dépend une importante part de la légitimité

53. *Ibid.*

54. Tong Xinxi, « [Pakistan's tactical nuclear weapons alert the world](#) », CCTV, 11 mars 2015.

55. *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics*. C. Hurst & Co.

du Parti communiste chinois (PCC) – aujourd’hui confronté aux importantes turbulences de l’économie nationale.

Dans ce schéma directeur, le Pakistan est idéalement positionné, aussi bien pour le versant maritime que pour la ceinture économique d’Asie centrale. C’est à ce titre qu’Islamabad a pu bénéficier d’un incomparable « package » économique-diplomatique de la part de la Chine : en marge de sa visite au Pakistan en avril 2015, Xi Jinping annonçait « la signature d’un immense partenariat de coopération économique » entre les deux pays, baptisé Corridor économique sino-pakistanaï (CPEC)⁵⁶. Dans le cadre de ce partenariat, la Chine construira « des routes, voies ferrées et pipelines sur une longueur de 3 000 km entre



Gwadar au Pakistan à Kashgar dans la région autonome du Xinjiang, à l'ouest de la Chine »⁵⁷. Ce vaste projet inclurait la promesse d’investissements dans les infrastructures au Pakistan pour un montant de 46 milliards de dollars US⁵⁸ (étalés sur 15 à 20 ans). Selon la formule du *Wall Street Journal*, la Chine y verrait l’opportunité « de redistribuer les cartes géopolitiques en réussissant là où les États-Unis ont échoué »⁵⁹.

Pour Islamabad, la Chine est un partenaire tout aussi naturel, fournissant au pays les moyens d’assurer le développement de son industrie de défense (notamment dans le cadre de leur partenariat autour du JF-17), d’assurer sa croissance économique – dont il a terriblement besoin – et de disposer d’un appui politique de taille dans les enceintes internationales. C’est ainsi que la Chine a défendu la possibilité d’accueillir le Pakistan au sein du NSG en réaction à la promesse américaine d’y accepter l’Inde⁶⁰.

Ce projet de corridor économique est dénoncé par l’Inde, d’une part car il concerne le Cachemire pakistanaï revendiqué par New Delhi⁶¹ et d’autre part parce qu’il inclut le transfert au Pakistan de technologies, nucléaires notamment, et un approvisionnement

56. Lu Hui, « [Economic corridor, Gwadar port high on agenda of Xi's visit to Pakistan](#) », *Xinhua*, 19 avril 2015.

57. *Ibid.*

58. Zofeen T. Ebrahim, « [China's new silk road: what's in it for Pakistan](#) », *Dawn*, 20 avril 2015.

59. Saeed Shah & Jeremy Page, « [China readies \\$46 billion for Pakistan trade route](#) », *The Wall Street Journal*, 16 avril 2015.

60. Malik Ayub Sumbal, « [India and the Nuclear Suppliers Group](#) », *The Diplomat*, 14 février 2015 ; Naveed Miraj, « [China assures Pakistan of help to join nuclear suppliers club](#) », *The Express Tribune*, 27 novembre 2015.

61. Julien Bouissou, « [L’Inde et la Chine, rivaux historiques et partenaires obligés](#) », *Le Monde*, 15 mai 2015.

en armes⁶². L'achat de huit sous-marins chinois prévu dans l'accord inquiète particulièrement New Delhi. Il s'agit du plus gros contrat de vente d'armes jamais conclu entre Islamabad et Pékin ainsi que la plus grande opération d'exportation d'armes chinoises jamais observée⁶³. En réponse à ce projet de corridor industriel sino-pakistanaï, l'Inde développe des accords stratégiques avec des pays d'Asie centrale, comme le Kazakhstan⁶⁴, pays traversé par la future route de la soie terrestre.

De manière générale, l'Inde s'inquiète donc de ce qu'elle considère comme un projet expansionniste chinois, visible tout particulièrement dans le CPEC ou dans le concept d'OBOR. La construction par la Chine d'infrastructures portuaires (Pakistan, Maldives, Myanmar, Sri Lanka) et terrestres (Bangladesh, Myanmar, Pakistan) dans des pays dont les relations politiques avec l'Inde sont délicates donnent à New Delhi le sentiment d'être progressivement encerclé⁶⁵. Pour y faire face, New Delhi a publié une stratégie maritime ambitieuse, qui inclut d'importants investissements dans ses forces navales, le développement de partenariats stratégiques dans l'océan Indien, l'intégration de nouveaux acteurs à ses exercices navals, et la multiplication des opérations de séduction et les promesses d'équipements dans la région⁶⁶. Enfin, la collaboration sino-pakistanaïe complique la position de l'Inde sur le dossier afghan. Des négociations secrètes se seraient tenues à Islamabad en février 2015 entre des hauts responsables des Talibans afghans, des militaires pakistanaï et des diplomates chinois⁶⁷. Or cette attitude de la Chine pourrait déplaire à New Delhi qui ne souhaite pas voir l'armée pakistanaï prendre trop d'importance dans ces négociations⁶⁸. En effet, une partie de l'armée et des renseignements pakistanaï est régulièrement accusée par l'Inde de soutenir le réseau Haqqani⁶⁹ qui serait considéré par certains comme un « *allié stratégique* » dans la lutte d'influence entre le Pakistan et l'Inde en Afghanistan⁷⁰. C'est ce même réseau Haqqani qui a poussé l'ambassadeur indien à Kaboul à fustiger le rôle joué actuellement par le Pakistan dans les négociations avec les Talibans afghans⁷¹.

62. « Inde/Chine: deux géants en concurrence », *La documentation française*, janvier/février 2016.

63. Usman Ansari, « Pakistan, China finalize 8-sub construction plan », *Defense news*, 11 octobre 2015.

64. « [India, Kazakhstan sign five key agreements](#) », *The Hindu*, 8 juillet 2015.

65. Plusieurs auteurs indiens mettent par exemple une réelle emphase sur une « stratégie du collier de perles » chinoise qui impliquerait le développement à terme par Pékin d'infrastructures militaires dans l'océan indien, dans le but de contrôler les flux maritimes reliant la Chine au Moyen-Orient. Voir par exemple : Ashay Abbhi, « [String of Pearls: India and the Geopolitics of Chinese Foreign Policy](#) », *E-International Relations*, 26 juillet 2015.

66. « [Indian Ocean: India deploys new sub-killer planes to counter chinese subs](#) », *The Diplomat*, 19 janvier 2016 ; « [Between China, terror and the deep blue sea, India's new naval doctrine takes shape](#) », *The Wire*, 3 décembre 2015 ; « [First Indo-Aussie joint naval exercise AUSINDEX to kickstart in port city today](#) », *The Times of India*, 12 septembre 2015 ; « L'Inde dans l'océan Indien », *La documentation française*, janvier/février 2016.

67. Jibrán Ahmad & Mehreen Zahra-Malik, « [Exclusive: Secret meetings in Pakistan expose obstacles to Afghan peace talks](#) », *Reuters*, 12 mars 2015.

68. « India rebuffs Afghanistan on strategic meet », *The Hindu*, 29 août 2015.

69. Jayshree Bajoria et Eben Kaplan, « [The ISI and terrorism : behind the accusations](#) », *Council Foreign Relations*, 4 mai 2011.

70. Bhopinder Singh, « [Opinion : Afghanistan-Pakistan geopolitics](#) », *The Statesman*, 25 janvier 2016.

71. « [Pakistan is giving Taliban leadership to Haqqanis: India's ambassador to Kabul](#) », *The Hindu*, 5 décembre 2015.

2.2 Collaboration indo-américaine : la Chine en toile de fond

Depuis la fin des années 1990, les États-Unis et l'Inde se sont engagés dans un processus de rapprochement favorisé par la montée en puissance de la Chine, et leur vision partagée de ce développement comme une source d'incertitude géopolitique⁷². Ce rapprochement a culminé en 2008, lorsque Washington et New Delhi conclurent un accord de coopération sur le nucléaire (civil) libérant l'Inde des contraintes du NSG – et lui ouvrant de fait les portes du groupe.

La Chine est le principal partenaire commercial des États-Unis comme de l'Inde, et ces derniers ont à ce titre adopté un positionnement relativement flexible à l'égard de Pékin, fait d'accommodations et de souplesse dans le champ politique et de renforcements conséquents dans les champs de la stratégie militaire et de la dissuasion. Le commerce annuel entre les deux puissances asiatiques totalise quelques 70 milliards de dollars et à l'image des derniers gros accords commerciaux et de coopération signés en mai 2015, de nombreux secteurs d'activités sont concernés⁷³. New Delhi a donc besoin de collaborer avec Pékin pour servir son programme « *Make in India* » et contribuer au développement de son industrie manufacturière.

Pour les États-Unis, la montée en puissance chinoise représente un défi majeur posé à l'entière du système de sécurité bâti dans la région d'Asie-Pacifique (basé sur les alliances conclues avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et Taïwan). Les capacités qu'ont acquises les forces militaires chinoises ces dernières années, surtout dans les domaines cyber, spatial et maritime, posent plus que jamais la question de l'avantage militaire dont disposent encore les forces armées américaines dans la région. Pour l'Inde, ces mêmes développements représentent autant une menace potentielle qu'une limite concrète à toute politique d'influence régionale ou mondiale qu'elle voudrait mettre en œuvre en tant que « grande puissance ». Tandis que les Américains ont mis en œuvre un programme de « rééquilibrage » de leurs forces vers le Pacifique (comme élément d'une stratégie globale : le fameux « pivot »), les Indiens ont investi dans une « Look East Policy » que Modi a transformée en « Act East ». Les deux pays se sont ainsi retrouvés dans la notion (promue par l'Australie également) d'un « Arc indo-pacifique » à stabiliser via une coopération internationale dont le corollaire serait (implicitement mais clairement) le renforcement d'une force de dissuasion face à la Chine.

Dans ce cadre, l'accord de 2008 est significatif à plus d'un titre⁷⁴. Tout d'abord, il entérine la volonté, par les États-Unis, d'associer l'Inde aux processus globaux de régulation des activités nucléaires, selon le principe du « mieux vaut dedans que dehors »⁷⁵. L'Inde est désormais un partenaire de premier plan pour Washington, qui a pu compter sur le soutien de New Delhi lorsqu'Obama lança son initiative de Sommet sur la Sécurité

72. Martin Quencez, « [Le rôle de l'Inde de Modi dans la politique américaine en Asie](#) », IFRI, janvier 2015.

73. Les accords signés le 15 mai 2015 pour un montant de 22 milliards de dollars concernent le secteur des télécoms, de l'énergie solaire, des infrastructures portuaires ou encore le secteur bancaire.

74. Raphaël Gutmann, « [L'accord nucléaire indo-américain : enjeux et polémiques](#) », *Politique étrangère* 4/2008 (Hiver), p. 803-815.

75. Fredrik Dahl, « [India may have to wait to join sensitive nuclear export body](#) », *Reuters*, 20 juin 2013.

nucléaire⁷⁶. Ensuite, il constitue un précédent qui fut mobilisé par la suite dans les négociations avec l'Iran, introduisant une approche flexible à l'égard du TNP⁷⁷. Par ailleurs, il a servi de base à un développement des relations indo-américaines dans le champ conventionnel, et la hausse des importations de matériels US par New Delhi est là pour en attester. L'achat récent d'avions de patrouille maritime Boeing P-8i – des plateformes de haute technologie à l'importance décuplée dans un contexte où la lutte anti-sous-marine redevient une question stratégique de premier ordre – démontre ainsi que ce rapprochement est majeur, en forme et en substance. Enfin, il consacre la logique du « deux poids, deux mesures » en Asie du Sud : ce qui pourrait être une bonne comme une mauvaise chose. Au vu de l'effort indien pour mettre en conformité ses règles et standards en matière de sécurité, de sûreté et de non-prolifération nucléaire, son association aux efforts et forums mondiaux est une bonne chose. Mais la non-inclusion du Pakistan dans un cadre similaire introduit pour ce dernier un dilemme : investir dans des mesures de renforcement de la confiance pour bénéficier à terme du même deal que l'Inde⁷⁸ ou au contraire chercher à obtenir ce même deal par voie de chantage.

Par conséquent, au-delà d'un renforcement de sa relation avec la Chine, Islamabad cherche également à diversifier ses soutiens et se tourne vers la Russie, fournisseur traditionnel de New Delhi⁷⁹. Les deux pays coopèrent non seulement dans le secteur militaire, mais également dans le domaine énergétique. Un investissement russe de 2 milliards de dollars est prévu dans la construction d'un gazoduc de 1 100 kilomètres entre les villes de Karachi (sud du Pakistan) et de Lahore (nord-est du pays)⁸⁰.

Conclusion

Malgré une recherche d'autonomie stratégique dans le domaine de l'armement, l'Inde reste encore largement dépendante de ses importations. Sur la période 2011-2015, elle poursuit ainsi son étroite collaboration avec la Russie et se rapproche également de façon significative des États-Unis, traditionnel fournisseur du Pakistan. De son côté, le Pakistan, également largement dépendant de ses importations, poursuit sa collaboration avec la Chine et se rapproche de Moscou, traditionnel fournisseur de New Delhi. Le volume des armes transférées résultant de ces coopérations permet de constater le déséquilibre qui se creuse inexorablement entre l'Inde et le Pakistan dans le domaine de la défense conventionnelle. Cette asymétrie, qui doit néanmoins être observée à l'aune de la réalité démographique des deux pays, pousse le Pakistan à moderniser et développer son arsenal nucléaire.

Dans ce cadre, les liens aux grandes puissances font office de variable d'ajustement, que la dissuasion nucléaire permet à la fois de valoriser et de contrecarrer. Pour l'Inde, le rapprochement avec les États-Unis a permis d'intégrer les réseaux mondiaux du

76. P.R. Chari, « [India's Role in the Hague Nuclear Security Summit](#) », *Carnegie Endowment for International Peace*, 18 mars 2014.

77. Oliver Meier, [The US-India Nuclear Deal: The End of Universal Non-Proliferation Efforts?](#) Friedrich Ebert Stiftung, 2006.

78. Mark Fitzpatrick, *Overcoming Pakistan's Nuclear Dangers*. Londres: IISS, Adelphi Papers, 2014; « [Un accord nucléaire pour le Pakistan ?](#) », *Center for Security Studies*, mars 2016.

79. Ankit Panda, « [Pakistan courts both US and Russia on Defense](#) », *The Diplomat*, 21 novembre 2014.

80. « [Moscou va construire un gazoduc au Pakistan](#) », *L'Orient-Le Jour*, 7 mars 2016.

commerce nucléaire et de légitimer son programme nucléaire civil – en même temps que son statut de « grande puissance » en devenir. Les deux pays trouvent dans cet accord la possibilité de faire contrepoids à une Chine de plus en plus puissante et « assertive » (ainsi que le démontrent les tensions en mer de Chine). Pour leur part, le Pakistan et la Chine ont trouvé chacun en l'autre un partenaire tout aussi naturel : le Pakistan représente une « clé » (peut-être la principale) du succès de l'initiative chinoise d'une nouvelle route de la soie, terrestre et maritime. Et la Chine représente la possibilité pour Islamabad de faire face à la menace indienne autant qu'une source d'investissements, de technologies et de soutiens (politiques et diplomatiques) bien nécessaires.

Les importations d'armement conventionnels permettent de mettre ces dynamiques complexes en lumière. Si l'Inde et le Pakistan ont en commun de se considérer vulnérables l'un face à l'autre, et de voir la dissuasion nucléaire comme nécessaire à l'« aplanissement » de l'équation stratégique régionale, ils ont aussi tous deux investi considérablement dans l'importation d'armes conventionnelles. Bien conscients des bouleversements géopolitiques qu'implique la montée en puissance de l'Asie, tous deux trouvent en ces importations des entrées de technologies bienvenues, mais aussi des canaux d'interaction et de rapprochement avec les grandes puissances. En cela ces importations forment en quelque sorte le socle d'une nouvelle ère dans la région : celle d'un statu quo plus friable, de plus en plus intégré à l'architecture mondiale de sécurité (comme le TNP, qui y a perdu en universalité).

L'Asie du Sud est une région où le marchandage nucléaire est pleinement intégré aux logiques d'influence des uns et des autres, ce qui aujourd'hui plus encore qu'auparavant risque de fragiliser tout effort global de désarmement, ce dernier étant désormais considéré comme une chimère. La triade Chine-États-Unis-Russie est mobilisée par l'Inde autant que le Pakistan selon les modalités qui leur sont propres (par exemple, l'Inde valorise son industrie nucléaire, et son poids géopolitique face à la Chine ; le Pakistan se repose sur son rôle pivot dans la lutte anti-terroriste, ou encore sur son influence politique en Afghanistan...). Et tandis que chaque puissance extérieure a intérêt à maintenir le statu quo, leur lutte d'influence brouille les repères et « lignes rouges » établis par les acteurs d'une course aux armements qui tait son nom. Lorsque le désarmement est vu comme plus dangereux que le surarmement, le risque est grand d'encourager les comportements « limite », chacun cherchant un avantage décisif dans certains champs, conventionnels ou nucléaires, en localisant le risque de dérapage dans le seul chef du voisin.

* * *

L'auteur

Arthur Guillon est chercheur associé au GRIP. Ses travaux portent principalement sur la violence armée, la prolifération d'armes et la prévention des conflits en Afrique du Nord.

Avec le soutien de la



Wallonie